



Politique européenne, Accès aux marchés internationaux

## À table ou au menu ?

26.03.2026

### D'un coup d'oeil

L'analogie entre la Suisse et le Canada face à un grand voisin ne correspond pas aux faits : la Suisse a choisi sa voie dans ses relations avec l'UE, où des règles existent déjà et où des accords visent précisément à sécuriser ses intérêts plutôt qu'à limiter sa souveraineté.

On vous vend une histoire simple : la Suisse serait avec l'UE comme le Canada face aux USA. Un petit pays soumis et sous pression de son grand voisin. L'image est parlante, mais elle ne correspond pas à la réalité. Au Canada, les tensions sont bien réelles : pressions commerciales, climat plus que tendu avec Washington. Le Premier ministre Mark Carney parle de souveraineté face à un partenaire devenu imprévisible.

La Suisse est dans une situation différente. Depuis près de quinze ans, nous discutons avec l'UE pour adapter les accords bilatéraux qui servent nos intérêts. En 2021, nous avons choisi d'arrêter les discussions avec Bruxelles au moment de les actualiser. Dans ces conditions, parler de souveraineté "bafouée" ne correspond pas aux faits.

La Suisse est au cœur de l'Europe. Elle vit avec ses voisins. Et les chiffres comptent : 9 millions d'habitants face à un marché de 450 millions. Pour exporter, il faut respecter certaines règles. Elles existent déjà, qu'on le veuille ou non. Sans cadre clair, les entreprises s'adaptent dans l'incertitude. Avec des accords, les règles sont connues.

On dénonce la bureaucratie européenne. Mais à Genève, les entreprises passent près d'une semaine par mois à remplir des formulaires. Une grande partie de cette charge est donc "home made".

Des tensions avec les 27 ont pu exister, notamment en 2021 avec Horizon Europe. Les nouveaux accords prévoient justement un tribunal arbitral indépendant pour les gérer. Ce mécanisme, c'est d'ailleurs la Suisse qui l'a demandé à l'origine.

Rester à distance ne fait pas disparaître les contraintes. Cela affaiblit la capacité à défendre ses intérêts. Et comme le résume Mark Carney : ***"If we're not at the table, we're on the menu."***

***La présente opinion a paru dans le GHI/Lausanne Cités le 25 mars 2026.***



**Arnaud Midez**

Responsable de projets Économie extérieure

